

ALGÉRIE : une aide sans condition politique

« **P**RES de cinq millions d'Algériens ne produisent pas l'équivalent de leur pain quotidien, il ne reste — déduction faite des enfants, des vieillards, des femmes sans emploi — qu'un million ou moins de personnes actives. » Telle est, brutalement résumée par Mohamed Khider, Secrétaire général du Bureau politique, la situation actuelle de l'Algérie.

Le 4 décembre, dressant devant l'Assemblée nationale algérienne le bilan de deux mois de gouvernement, le Président Ben Bella indiquait que « la situation de la trésorerie est particulièrement préoccupante ». Il annonçait une politique d'austérité dans tous les domaines et en premier lieu dans celui de la Fonction publique où des organismes d'épuration, récemment constitués, doivent, d'autre part, remédier aux inconvénients d'un recrutement souvent un peu hâtif.

Le départ massif des Européens dont il reste à peine 170.008 sur un million ne pouvait manquer d'être catastrophique pour l'économie algérienne.

« Ne pas dorer la pilule »

Le premier Gouvernement de la République Algérienne a dû, avec une poignée de cadres, asseoir son autorité, faire régner un minimum de sécurité, lancer l'opération labours dont l'époque normale était antérieure de 3 semaines à sa constitution. Il lui a fallu organiser la rentrée scolaire, ouvrir des chantiers pour assurer la défense et la restauration des sols et aussi pour donner un toit aux anciens réfugiés et regroupés. Il lui a fallu également organiser la remise en marche des entreprises industrielles et créer les conditions d'un contrôle sur les prix. Tout cela est encore

embryonnaire — aucun gouvernement n'aurait pu, en si peu de temps, régler de tels problèmes — et l'hiver sera rude.

Ce qui frappe dans le discours du chef du gouvernement algérien, c'est son sérieux, sa volonté de ne pas « dorer la pilule ».

Il faut noter également la perspective socialiste dans laquelle le Président Ben Bella prend soin de replacer les divers points de son programme.

Ainsi en est-il particulièrement en ce qui concerne les décrets des 22 et 23 octobre sur les biens vacants dont l'exploitation sera confiée à des « comités de gestion démocratiquement élus ».

« Des capitaux ».

Cependant, comme l'a rappelé Farès au cours du débat politique, « c'est avec des capitaux et non avec des cacahuètes qu'on construit un pays ». Et si le colonialisme classique s'appuie sur l'armée, les capitaux sont un excellent véhicule pour les appétits néo-colonialistes.

A moins de reprendre les armes, le peuple algérien ne pourra qu'avec prudence dépasser les accords d'Evian.

Il est certes réconfortant que la Direction du Commerce Extérieur Algérien ait reçu des délégations commerciales de Pologne, de Bulgarie et de Tchécoslovaquie.

Mais parce que c'est de France que viendra la menace néo-colonialiste la plus précise, c'est surtout de ses amis français que le peuple algérien a besoin.

Pour ceux-ci l'aide sans condition politique à l'Algérie nouvelle est la suite logique de l'aide inconditionnelle à la lutte pour l'indépendance.

Albert Roux.